



HAL
open science

L'arme économique et son application dans l'histoire contemporaine

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'arme économique et son application dans l'histoire contemporaine. Les fondements de l'action économique de l'Etat, Université Pierre Mendès France Grenoble, 2000. hal-02880893

HAL Id: hal-02880893

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02880893>

Submitted on 25 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'arme économique et son application dans l'histoire contemporaine

Jacques Fontanel

In

Les fondements de l'action économique de l'Etat

Université Pierre Mendès France Grenoble

Grenoble, 2000

Résumé : Les économistes libéraux présentent un paradigme pacifiant de l'économie, avec les théories de l'échange concurrentiel, les situations de concurrence imparfaite, et l'utilisation de l'économie comme une arme. Les théories du conflit se retrouvent dans le mercantilisme, le protectionnisme et les conflits de classe. De nombreuses stratégies de guerre économique ont été développées grâce au boycott, à l'embargo et toutes autres formes d'armes destinées à contraindre son adversaire ou son ennemi.

Liberal economists present a pacifying paradigm of economics, with the theories of competitive exchange, imperfect competition, and the use of economics as a weapon. Conflict theories are found in mercantilism, protectionism and class conflict. Many strategies of economic warfare have been developed through boycotts, embargoes and all other forms of weapons designed to coerce an adversary or enemy.

Mots clés : économie de marché, paix, guerre, lutte des classes, stratégies économiques, embargo, boycott

market economy, peace, war, class struggle, economic strategies, embargo, boycott

Les actions de l'Etat s'étendent dans tous les domaines de la vie sociale. L'économie n'échappe pas à cette évolution. Si pendant des années l'économie a été une préoccupation essentielle de l'action de tous les Etats, il ne faut pas pour autant oublier qu'elle ne peut s'exercer indépendamment des autres valeurs défendues par les gouvernements (sécurité, éducation, santé, etc...). Les phénomènes économiques jouent un rôle déterminant dans les relations humaines, mais leur compréhension et surtout le champ de leur contrôle par les hommes et le rôle des Etats s'est singulièrement amenuisé. Il arrive que les Etats se servent des armes économiques pour influencer l'action d'autres Etats. Dans ces conditions, la politique économique est dépendante de l'action générale de l'Etat dont les objectifs ressortissent au domaine politico-stratégique et non plus à la seule sphère économique. Dans la situation économique internationale actuelle, l'idée de l'arme économique ne répond pas seulement à la volonté ponctuelle d'un Etat d'affaiblir un pays ennemi, elle s'applique aussi à toutes les situations de concurrence, de compétition, de conflits dans lesquelles l'objectif d'une au moins des Parties n'est pas d'accroître immédiatement son bien-être, mais plutôt de développer sa puissance économique et stratégique relative par rapport aux autres Parties. Ainsi, l'économie retrouve sa place dans l'ensemble des comportements humains et relations sociales. Il ne s'agit plus d'optimiser une production ou le bien-être à court terme, mais plutôt d'établir des rapports de force entre les groupes organisés. Deux paradigmes s'opposent dans l'analyse économique, celui qui place l'économie dans les propagateurs de la paix et ceux qui la considère comme un facteur et un instrument de conflit.

Le paradigme pacifiant de l'économie

La guerre et les conflits sont habituellement négligés par les économistes. Pourtant leurs analyses évoluent en fonction des hypothèses de concurrence retenues.

- Les théories de l'échange concurrentiel

Pour les théories de l'échange concurrentiel, l'économie de marché engendre un monde de paix. Les unités économiques individuelles sont théoriquement impuissantes à créer des rapports de domination. Leur comportement rationnel, fondé sur une conception productiviste et compétitive de l'homme, permet des

échanges équivalents sur le marché. La concurrence n'est pas une situation conflictuelle, car elle assure la liberté des parties, l'égalité des situations et l'équivalence des prestations. En fait, la concurrence suscite à terme la complémentarité des intérêts des coéchangistes et elle favorise l'émergence d'un monde pacifique. Le conflit économique est alors écarté d'un univers dominé par les justes lois de la concurrence capitaliste, d'autant que l'Etat, limité à son rôle gendarme, n'exerce dans le domaine économique qu'une influence limitée aux grands équilibres macro-économiques fondamentaux à court terme. De David Ricardo à Adam Smith, la tradition économique conclue à l'harmonie des intérêts économiques internationaux dans le cadre de l'économie de marché. L'Etat est souvent encore perçu comme la somme d'agents poursuivant collectivement leurs intérêts strictement individuels. Dans ce contexte, l'intérêt général est conçu comme la somme des intérêts de tous les individus formant la collectivité. Il y a nécessairement une harmonie des intérêts entre les individus et les Etats. Au plan international, la prise de conscience des intérêts commerciaux est un facteur déterminant de la paix. Même en temps de guerre provoquée par des facteurs politiques ou militaires, les belligérants ont encore intérêt à commercer pour accroître leur développement économique. Il est cependant intéressant de noter que cette théorie, présentée ici de manière un peu caricaturale, est étroitement dépendante des hypothèses de départ. En effet, rejetant toute idée de conflit dans le concept de concurrence, pour n'en retenir que les éléments de complémentarité (et non ceux d'exclusion) et négligeant le rôle économique de l'Etat, la théorie classique ne peut alors découvrir la possibilité d'une arme économique dans un univers a-conflictuel dans lequel aucun agent central, représentant un groupe social, peut exercer un pouvoir économique centralisateur.

- Les situations de concurrence imparfaite

En situation de concurrence imparfaite, formée de monopoles, oligopoles, monopsones ou oligopsones, les situations de lutte entre groupes organisés font leur apparition dans le paradigme économique. Le monopole maximise son profit en fonction de la demande. Il détermine un prix qui, compte tenu des coûts qu'il doit supporter, lui permet d'obtenir le profit le plus élevé pour la période en cours. La demande est une donnée qui s'impose à lui, au moins à court terme. Le monopole n'est pas en conflit avec la demande. Ils expriment tous deux les résultantes de comportements rationnels, a-conflictuels, même si leurs intérêts

sont opposés. En fait, dans la relation entre les consommateurs et le monopole toutes les règles d'action sont connues et acceptées. Il y a un caractère inéluctable au résultat économique obtenu du fait de l'impuissance des agents économiques à agir différemment de la fonction qui lui est attribué. Ainsi, le monopole fait des surprofits, parce que c'est sa fonction de monopole qui le conduit à agir en ce sens. Le jeu social est parfaitement connu, il n'y a pas de place pour les luttes ou les conflits qui ne peuvent prendre leur source que dans l'incertitude, l'insuffisance d'information et la possibilité, pour un agent économique, de modifier son comportement. Très paradoxalement, dans ce monde capitaliste libéral, l'homme économique n'a aucune liberté, puisque ses actions satisfont d'abord la fonction qu'il doit remplir. D'une certaine manière, l'homme est analysé comme une machine désirante, au sens qu'en donnent Deleuze et Guattari (1). "Il ne vit pas la nature comme nature, mais comme processus de production. Il n'y a plus ni homme, ni nature, mais uniquement processus qui produit l'un dans l'autre et couple les machines... Si bien que tout est production..." Dans ces conditions, le monopole ne cherche pas à nuire à un adversaire, il remplit sa fonction de production de surprofits, face à une demande qui évoluera en fonction de ses propres caractéristiques et comportements. Ce raisonnement vaut pour toutes les situations de compétition imparfaite. Même le duopole ne conduit pas à la guerre économique entre les deux entreprises rivales ; en effet, la théorie économique ne tient pas compte des tentatives de collusion ou de coopération des duopoleurs et elle suppose même qu'ils s'ignorent. L'arme économique suppose une volonté de différence, la concurrence imparfaite suggère plutôt des comportements qui s'adaptent rationnellement aux conditions économiques réelles sans se préoccuper des résultats de ceux qui ont des intérêts économiques divergents ou opposés. Dans ce contexte, le résultat économique est perçu sous sa forme absolue, alors que l'arme économique se préoccupe d'abord des résultats relatifs des opposants. Dans ces conditions, l'arme économique n'existe pas.

- L'arme économique est cependant présente

L'arme économique n'est pourtant pas exclue du raisonnement des Classiques. La recherche de la puissance économique conduit à des luttes sociales, dont les conséquences peuvent ensuite aller jusqu'à l'utilisation des armes. Trois variables économiques peuvent expliquer le caractère militaire de l'économie : 1) la richesse que confère le développement

économique constitue un facteur important de la puissance des Etats ; 2) l'esprit de monopole ; 3) la non-substitution possible d'une marchandise monopolisée par un Etat peut favoriser l'émergence d'effets de domination.

- Les Etats économiquement puissants peuvent se doter d'une puissance militaire considérable. Compte tenu du fait que les dépenses militaires sont improductives, leur excès conduit à un appauvrissement de la Nation. La puissance économique est un facteur nécessaire (mais non suffisant) de la puissance militaire.

- Adam Smith condamne l'esprit de monopole et la colonisation qui réduisent la liberté et donc le développement des richesses des Nations.

- David Ricardo considère pourtant que l'utilisation des armes économiques n'est souhaitable pour les belligérants que dans le cas de produits non substituables, pour lesquels la loi des avantages comparatifs ne joue pas. Dans le cas de l'Angleterre, il estime qu'une coalition européenne serait incapable d'éviter un approvisionnement par les pays neutres, sans compter les pertes commerciales que les agresseurs subiraient et de l'incitation à la production de blé en Angleterre. Par contre, un embargo sur un produit qu'il n'est pas possible de produire dans le pays agressé peut être efficace. Cependant, si l'économie peut constituer un instrument de puissance, elle n'en est pas moins d'abord déterminée par la production des richesses, les conflits apparaissant comme une dégénérescence de la rationalité économique.

Les théories des relations économiques internationales expliquent parfois les relations internationales comme des relations de compétition.

- La théorie de la croissance par les exportations considère que toute croissance d'un pays se traduit par la recherche d'une compétitivité accrue, susceptible de limiter la croissance des activités économiques des autres pays. Les exportations d'un pays constituent des importations pour les autres pays, ce qui, pour des pays à structures de production substituables sont autant de fuites du multiplicateur. La compétition entre les Nations est alors une lutte pour le niveau de vie, l'emploi ou la croissance, étant entendu, à court terme, que le jeu est à somme nulle et que ce que l'un gagne, l'autre le perd inexorablement.

- Les Etats cherchent à équilibrer leurs soldes extérieurs et l'idée de l'excédent est même souvent une manifestation de bonne santé économique dont les gouvernements aiment à se prévaloir. Les intérêts des Nations peuvent alors diverger, notamment lorsqu'il

s'agit de définir des accords commerciaux et de négocier des droits de douanes. L'Etat agit pour satisfaire l'exigence de la croissance économique et dans ce dessein, il agit sur le taux de change, sur les subventions à l'exportations ou les droits de douane à l'importation, sur les contrôles qualitatifs et quantitatifs (contingentement), etc. Dans ces conditions, ces mesures qui renforcent l'économie d'un pays se fait au détriment des pays exportateurs ou importateurs et l'existence d'un conflit est alors mis en évidence. Pourtant, ce conflit d'intérêt n'est pas un conflit militaire, c'est le résultat de la compétition réelle. Les Nations ne cherchent pas à se nuire, elles souhaitent plutôt se développer. Il n'y a pas de combat contre un ennemi, mais recherche d'un développement économique par les moyens de la concurrence praticable. Les décisions de politique économique ne sont pas des armes, car elles ne cherchent pas vraiment à détruire ; elles s'efforcent de protéger ou de construire. Pourtant, à partir du moment où l'on parle de protection d'une entreprise nationale, on parle aussi de défense et dans ces conditions la distinction entre les moyens de la compétition praticable et les armes économiques de défense devient délicate. Si l'analyse reste fondamentalement a-conflictuelle, elle n'en est pas moins plus concerné par le vocabulaire stratégique de défense des intérêts légitimes d'une Nation.

Les théories du conflit

On constate que le paradigme de paix élaboré par les analyses classiques et néo-classiques n'est pas retenu par toutes les théories. Au contraire, pour les mercantilistes et l'école historique allemande, l'économie participe au rapport de force entre les Etats, la puissance économique et la force militaire s'épaulant pour exercer des effets de domination sur les pays faibles. L'arme économique dont il est le plus souvent fait état, est le protectionnisme qui, défensif chez List est résolument offensif chez les mercantilistes. L'arme est aux mains des Etats et ceux-ci l'utilisent pour des objectifs plus généraux que les simples contraintes économiques.

- Les théories mercantilistes

Les théories mercantilistes soulignent la nécessité d'un Etat économiquement fort et unifié autour du Prince. Elles identifient la richesse à l'accumulation des métaux précieux et elles recommandent une politique d'autarcie économique. Cette attitude

permet d'accumuler les moyens de la guerre. L'indépendance économique traduit la volonté de se suffire à soi-même pour mieux dominer les autres. L'objectif fondamental de l'activité des hommes n'est pas dans la recherche du bien-être, mais dans le développement de la puissance du Prince. Les mercantilistes ne recherchent pas l'optimum économique, surtout si celui-ci conduit un Etat voisin à accroître son pouvoir. L'économie est un champ privilégié d'affrontements. La puissance de l'Etat est relative, elle dépend non pas seulement de sa propre richesse mais aussi de celle des voisins. La défense d'un pays passe par la faiblesse des autres Princes. Il est donc préférable de choisir la situation qui accroît l'avantage comparatif du Prince par rapport à celle qui accroîtrait plus rapidement la richesse de son concurrent que la sienne propre. En outre, la défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse est un moyen parmi d'autres de s'enrichir. La richesse et le pouvoir de l'Etat impliquent la permanence d'une guerre économique internationale. Notamment, les mercantilistes recommandent aux pays riches d'accroître leurs dépenses militaires et les menaces qu'ils exercent sur leurs voisins plus pauvres, de façon à ce que ceux-ci, lancés dans une course aux armements épuisante, soit rapidement une proie facile sans même l'intervention des forces militaires. Cette conception de la puissance est très moderne. Dans ce contexte, l'économie dans son ensemble est un instrument du pouvoir du Prince. C'est une arme essentielle qui favorise la constitution d'un trésor de guerre et qui accroît le pouvoir du Prince. L'économie est une arme.

- Le protectionnisme nécessaire à l'unité nationale

Pour List, l'existence de nations conduit inéluctablement à la lutte des peuples, au moins tant que les frontières naturelles ne sont pas dessinées. L'économie cosmopolite présentée par les classiques confond l'objectif du bien-être avec celui de l'économie politique qui limite ses ambitions à la prospérité des Nations. La puissance et la richesse nationales vont de pair, mais la puissance est le plus sûr garant de la richesse à long terme. Si la coopération internationale est souhaitable, elle ne peut se réaliser que dans une situation de sécurité des Etats. Ce n'est pas l'essor du commerce qui est un facteur de paix, mais l'union des peuples qui permet le développement des échanges. L'accroissement de l'effort militaire favorise la puissance et à terme, le développement économique. Si la guerre est un fléau, le protectionnisme (qui est pourtant un acte de guerre) et la défense nationale sont des instruments performants

pour l'essor des forces productives. Le “ laissez faire ” conduit inexorablement à la domination des Nations les plus fortes. Dans ces conditions, tant que les frontières naturelles ne sont pas définitivement dessinées, l'économie est au centre des intérêts divergents et des conflits des hommes et des Nations. Elle est une arme importante, dont les Etats peuvent disposer au même titre que les matériels militaires.

- Les relations internationales dominées par la lutte des classes

Pour Marx, la lutte des classes est le moteur de l'évolution historique des sociétés humaines ; elle manifeste l'évolution divergente des forces productives et des rapports sociaux de production. Dans ce contexte, un processus révolutionnaire surgit, transformant des rapports sociaux de production et les rendant compatibles avec le niveau de développement des forces productives. La violence n'est pas condamnable en soi, elle a permis la mise en place des rapports sociaux capitalistes et elle sera une nécessité pour leur remise en cause. L'Etat, instrument de la classe dominante et détenteur du monopole de la violence, joue un rôle fondamental dans l'accumulation primitive et dans la pérennité des rapports sociaux capitalistes. Dans ce contexte, les conflits sont au cœur même de la sphère économique. La guerre civile est inscrite dans les fibres mêmes du capitalisme.

- Au plan international, l'impérialisme domine, notamment grâce aux conquêtes militaires. Pour Rosa Luxembourg, l'impérialisme naît de la surproduction permanente du capitalisme. La nécessité des débouchés extérieurs pour écouler la production qui ne répond à aucune demande solvable, afin de réaliser la plus-value, conduit aux conflits armés, à la guerre ou à la domination. Peu à peu, les Etats impérialistes se trouveront en compétition, du fait de la réduction progressive des zones pré-capitalistes libres. L'affrontement militaire entre les grandes nations est inéluctable, si elles veulent s'assurer les débouchés nécessaires à leur survie. L'économie est moins un moyen de la guerre qu'une cause de celle-ci.

- Pour Lénine, l'impérialisme n'est pas une nécessité permanente du capitalisme, c'est le dernier stade historique du développement du mode de production capitaliste. La baisse tendancielle du taux de profit conduit à l'émergence d'un excès de capital qui ne peut s'investir dans les pays capitalistes du fait d'une rentabilité insuffisante. L'exportation de capital apparaît alors comme un remède provisoire qui permet de lutter conjonctuellement contre la baisse tendancielle du taux de profit. Une suraccumulation du

capital se développe et les nations capitalistes développées luttent pour la conquête de sphères d'expansion des capitaux. Cet antagonisme conduit à la guerre mondiale. Si l'économie n'est pas à proprement parler une arme, c'est au moins une cause fondamentale de la guerre entre les grandes puissances. On ne peut pas vraiment parler d'armes économiques, car le capitaliste comme le prolétaire, la nation développée comme la nation colonisée, chacun joue son rôle sans avoir, sauf au niveau de la révolution, de libre-arbitre. Dans ces conditions, l'économie n'est pas une arme, mais plutôt une cause de guerre. Elle ne serait une arme, que s'il était possible, de manière délibérée, d'agir sur elle pour contraindre l'ennemi potentiel. En réalité, ceux qui ont le pouvoir économique créent les conditions de leur disparition. Si l'économie est une arme, elle s'exerce contre celui qui la domine. Bien sûr, il est possible de parler de l'action syndicale comme d'une arme économique, mais il faut bien admettre que son rôle ne s'exerce qu'à court terme dans la sphère proprement économique, car à long terme, c'est le changement même de l'économie (facteur éminemment politique) qui est en jeu.

Les instruments et stratégies

L'hypothèse de l'existence d'une arme économique est étroitement liée à la reconnaissance des conflits entre les intérêts des hommes. La fameuse main invisible supprime l'idée même de l'arme économique. D'autre part, l'Etat joue un rôle essentiel, en ce sens que maître de la violence, il est, en théorie au moins, le seul à utiliser les mécanismes économiques à des fins non exclusivement économiques. Ce qui revient à dire, enfin, que les théories de l'arme économique ne se limitent pas à une réflexion purement économique, mais elles élargissent leur champ d'investigation sociale à l'ensemble de la réalité sociale. L'arme économique est souvent inscrite dans les conflits guerriers, puisque l'économie fournit les moyens militaires de lutte contre l'ennemi. La stratégie internationale implique la prise en compte de toutes les dimensions de la vie sociale, dont l'économie fait partie. Les armes économiques sont utilisées en vue d'affaiblir l'ennemi potentiel. La stratégie directe (ou militaire) est rendue difficile du fait de la puissance des forces nucléaires et de la doctrine de l'équilibre de la terreur. Au niveau des superpuissances, les degrés de liberté sont peu nombreux. Les Etats sont donc encouragés à avoir une stratégie de "manoeuvre indirecte" qui se définit comme

l'exploitation de la marge étroite de liberté échappant à la dissuasion nucléaire par d'autres moyens.

- Les stratégies

Il y a de nombreuses stratégies.

- Il s'agit notamment de ne pas livrer à l'ennemi des armes qui pourraient se tourner contre l'exportateur. L'idée est qu'il ne faudrait vendre que les produits qui n'amélioreraient pas autant la croissance économique du pays receveur que celle du pays vendeur. Autrement dit, l'échange inégal est revendiqué, souhaité, espéré. Toute fourniture de technologie sensible doit être étudiée et refusée si le secteur militaire adverse est susceptible d'en bénéficier. Les divergences concernant l'utilité de ces mesures sont nombreuses. Pour certains auteurs, l'embargo sur les céréales n'a aucun effet négatif sur l'économie soviétique, alors que les gouvernements américains ont fait un calcul différent. Pour d'autres auteurs, c'est l'ensemble des technologies de pointe qui devraient être concernées.

- L'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre est souvent présenté comme l'une des raisons fondamentales de l'effondrement de l'économie soviétique. Une course aux armements réduit les potentialités de développement des Etats, mais les plus pauvres s'appauvrissent encore plus rapidement, ce qui accroît la puissance des pays les plus riches. Dans ces conditions, la suprématie d'un Etat est recherchée par des moyens détournés, non pas pour acquérir à court terme la suprématie militaire, mais pour affaiblir l'ennemi au point de le déstabiliser socialement.

- La stratégie de la rupture est manichéenne. L'objectif est de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers cherche à déstabiliser le pays qui subit unilatéralement cette décision. L'embargo est un instrument de représailles ou de dissuasion susceptible de modifier le comportement de l'ennemi potentiel. Cependant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise. Au total des expériences modernes, il n'est pas évident que les premières victimes soient celles qui étaient visées. Une rupture prolongée des flux commerciaux peut conduire à une perte définitive de débouchés (notamment, pour l'importateur, par l'implantation de nouvelles productions locales, par la recherche de produits nationaux de substitution et par l'appel à de nouveaux importateurs).

- La stratégie de l'enserrement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix. La dissuasion de l'agression vient des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. L'Ostpolitik notamment considère que les liens commerciaux jouent un rôle modérateur sur les idéologies. Cette stratégie, défendue en leur temps par Nixon et Kissinger, si elle est plus facile à mener, fait naître des effets pervers. Comme arme d'attaque son efficacité est nulle et son impact est impossible à mesurer réellement dans l'abstrait.

- La stratégie de la violence politique vise à prendre le pouvoir économique lorsque celui-ci est hostile et à affaiblir progressivement les couches sociales dominantes. Pour ce faire, il faut contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats. Dans un pays, on peut déposséder les détenteurs du pouvoir économique de manière légale et officielle, notamment par la nationalisation ou par le contrôle des appareils syndicaux.

- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. L'arme économique permet à un pays ou groupe de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis utilisent souvent l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement. Ils ont à la fois les moyens de créer la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer à la fois les termes de l'échange et leur situation stratégique globale. Dans ce cas, l'économie n'est plus la recherche du bien-être, c'est un moyen parmi d'autres d'assurer une domination sociale. L'affrontement étant global et total, toutes les dimensions de la vie nationale sont concernées.

- Quelques exemples

L'histoire récente a souligné l'importance de cette stratégie oblique. L'Union soviétique a utilisé cette arme à l'encontre de trois de ses amis, la Yougoslavie, l'Albanie et la Chine. Les résultats ont été contestables, puisque ces trois pays ont certes supporté un fort préjudice économique qui les a conduit à renoncer aux objectifs économiques qu'ils s'étaient fixés et à subir le mode de développement que voulait leur imposer leur grand frère, mais ils n'ont pas reculé stratégiquement et politiquement, se mettant ou étant mis à l'extérieur des organismes communs des pays socialistes. L'Organisation des Nations Unies a demandé la généralisation de mesures de rétorsion à l'encontre notamment de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud. On peut considérer que les

évolutions politiques dans ces deux pays sont en partie dues à ces mesures collectives ; les mesures similaires prises à l'encontre de l'Irak ont plus accompagnée la solution de la guerre qu'elle n'a influencé celle-ci. Les Etats-Unis ont appliqué l'embargo à l'encontre notamment de trois ennemis potentiels, Cuba, l'URSS et le Nicaragua. Là encore les résultats ont été relativement décevants, puisque si les préjudices causés à ces pays sont incontestables, les résultats politiques, stratégiques et économiques n'ont pas été à la hauteur des ambitions ; notamment l'action à l'encontre de l'Union Soviétique a probablement plus créé de problèmes économiques aux agriculteurs du Middle West que modifié le comportement de l'URSS et a engendré des conflits politico-diplomatiques importants entre les pays industrialisés capitalistes. L'arme économique est courante, elle s'impose aux politiques économiques. Elle est un exemple particulièrement parlant de l'influence de l'ensemble des objectifs gouvernementaux sur les objectifs économiques et donc sur la politique économique. Dans un monde contemporain marqué par l'effondrement des économies socialistes, nulle doute que les considérations politiques et religieuses vont revenir sur le devant de la scène mondiale et s'imposer parfois aux considérations purement économiques.

L'Etat a donc pour fonction de structurer et d'améliorer la situation de la vie économique et sociale d'une Nation. Il dispose ainsi d'instruments de politique économique passifs ou actifs importants qu'il lui faut appliquer ou utiliser avec efficacité, au regard des objectifs collectifs clairement définis. L'action de l'Etat dans la vie économique est inévitable, dès lors que les autorités publiques établissent les règles de fonctionnement de l'activité productive et commerciale. Il est donc intéressant de s'interroger sur les fondements des politiques économiques avant de mettre en évidence la préparation de l'action publique efficace, étant entendu que le principe de l'action de l'Etat n'indique pas pour autant les modalités de celle-ci dans une perspective d'optimisation. Enfin, les gouvernements conduisent à la fois des politiques de régulation conjoncturelle fondées sur la gestion à court terme de l'économie nationale et des politiques structurelles destinées à transformer en profondeur, à moyen ou long terme, les modalités concrètes du système économique national.

L'Etat est responsable de l'organisation publique de la vie économique et sociale et il dispose, pour son action, d'instruments de politique économique importants et indiscutables.

Bibliographie

- Arrow, K. (1963), *Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care*, American Economic Review.
- Baechler, J. (1971), *Les origines du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- Barre, R. Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble
- Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of globalization*, Routledge, London.
- Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi.
- Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), *Puissance des Etats et globalisation*, Ares, Défense et sécurité.
- Courlet, C. (1997), *Globalisation et frontière*, in *Crise et Puissance*, Colloque International en hommage à Louis Rebound, CUREI, Espace Europe, Grenoble.
- Crozier, M. (1979), *Etat-moderne, Etat-modeste*, Fayard, Paris.
- Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy*, Harvard Business School Press, Boston.
- Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*, Les Cahiers de l'Ecologie, Editions Entente, Paris.
- Fontanel, J. (1968), *La planification française et le patronat*, Mémoire Maîtrise, Université des Sciences Sociales de Grenoble.
- Fontanel, J. (Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), *La guerre économique*, ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, 1992
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris
- Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), *The principles of arms conversion in the case of Russia*, Defence and Peace Economics, 1995, 6.3.
- Fontanel, J. (1997), *De L'Etat-Providence à l'Etat-collaborateur : Incidences d'une mondialisation mal maîtrisée*. Hal-02416019.
- Fontanel, J. (1998), *Conversion et aide de l'Etat*, in *Europe/Etats-Unis, coopérations et compétitions dans le domaine des systèmes de défense et des hautes technologies* (Maulny et Caillaud Ed.), La documentation française, Paris
- Fontanel, J. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1999) *Economie, Conflits et Guerres. Dix questions*, Political Economy, July 1999, Moscou, Russie
- Fontanel, J. (2000), *Les fondements de l'action économique de l'Etat*, Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- Fontanel, J. (2000), *La formation de l'Etat, son évolution et son utilité systémique*, in *Les fondements de l'action de l'Etat*, Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- Galbraith, J.K. (1974), *Le nouvel état industriel ?* Le Seuil, Paris.
- Garten, J.E. (1997), *Business and Foreign Policy*, Foreign Affairs, May/June
- Gillespie, K. & McBride, J.B. (1996), *Global Implications*, The Columbia Journal of World Business, Winter.
- Greffe, X. (1994), *Economie des politiques publiques*, Dalloz, Paris.
- Hénin, P.Y. (1981), *Théories des déséquilibres et régulation macroéconomique*, Etudes sur l'économie du déséquilibre, Economica, Paris.

- Krugman, P. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte, Paris.
- Kuttner, R. (1997), *The limits of market*. *The American Prospects*, March-April.
- Luttwak, E.N. (1998), *Le turbo-capitalisme*, Editions Odile Jacob, Paris.
- Marglin, S. (1984), *The Wealth of Nations*, *The New York Review*, 19 July.
- North, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, 1990.
- North, D. (1994) *Economic Performance through Time*, *American Economic Review*, 1994.
- Perroux, F. (1954), *L'Europe sans rivage*, PUG, Grenoble.
- Petrella, R. (1996), *Globalization and internationalization: the dynamics of the emerging World Order*, in Boyer et Drache Ed. pp. 62-83.
- Porter, M. (1987), *The competitiveness of Nations*, McMillan, New York.
- Reich, R.B. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Sen, A. (1983) *Development : Which way now ?*, *Economic Journal* Vol 93.
- Thurow, L. (1996), *The future of capitalism*, Morrow/Harper Collins
- Thurow, L. (1980), *The Zero-Sum Society*, William Morrow and co. New York.
- Wallenstsein, M. (1974), *Sous-développement et dépendance*, *Esprit*, Février.